



Déclaration FORCE OUVRIÈRE au Comité Technique Ministériel du 9 juillet 2014

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,
Camarades,

Notre agenda social suit l'agenda social du Gouvernement, et comment pourrait-il en être autrement ?

Les politiques que vous mettez en œuvre suivent celles que vous dicte le Gouvernement.

Mais comment pourrait-il d'ailleurs en aller autrement (?), c'est l'apanage d'une fonction publique républicaine.

Le dialogue social que vous nous proposez s'inscrit donc dans un cadre contraint qui voudrait que l'espace dédié à la négociation se réduise à peau de chagrin, que concertation ne signifie plus rien d'autre que résignation et que vous n'inscriviez nos échanges que dans une perspective d'accompagnement.

Il n'est donc pas étonnant que, comme hier, comme de ces cirques dits « grands » pour masquer leur misère derrière les paillettes, Force Ouvrière ait décidé de quitter la « Grande conférence sociale », comme nous le faisons, depuis quelques semaines, des groupes d'échanges de ce ministère.

Pour le coup, nous aurons donc aujourd'hui un « grand » comité technique ministériel...
...avec pas moins de neuf points à son ordre du jour !

Et ce n'est donc pas derrière les paillettes d'un dialogue social prétendument rénové, mais en vrai que chacun sera amené à se positionner en fonction du rôle qui lui paraît être le sien, des mandats qu'il détient - d'où qu'il les détienne d'ailleurs - et de ses orientations, à savoir, pour ce qui nous concerne à Force Ouvrière, la défense des intérêts matériels et moraux des personnels. Nous sommes farouchement attachés à notre indépendance et à notre liberté de comportement et nous savons qu'y renoncer nous conduirait inexorablement à la négociation du poids du boulet et de la longueur de leurs chaînes...

Un exemple suffira, en ouverture de ce CTM, pour lever tout exercice d'illusionnisme.

Au moment où une banque nationale parmi d'autres se dit prête à payer sans sourciller une amende de 6,6 milliards d'euros et où, pour en économiser 50, la Nation toute entière devrait mettre à bas son modèle social durant les trois prochaines années, vous demandez aux candidats aux concours de contribuer à la location des salles d'examen moyennant une taxe de 5 euros...
...et ce, pour entrer dans un ascenseur social qui ne conduit plus qu'à des entresols !

Nous ne vous poserons donc qu'une seule question en introduction de ce CTM :

Êtes-vous prêt à exonérer les candidats aux concours de cette année de ce péage de 5 €, comme vous aviez accepté de le faire lors de son instauration l'année dernière ?

La réponse que vous y apporterez suffira pour nous éclairer, pour la suite de nos travaux à ce CTM, sur la petitesse des marges dont vous disposez pour alimenter le dialogue social réel de ce ministère.